

Didier Fassin, *Des maux indicibles. Sociologie des lieux d'écoute*, Paris, La Découverte, 2004, 198 pages

Dahlia Namian

Numéro 41-42, 2005

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002470ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002470ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (imprimé)

1923-5771 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Namian, D. (2005). Compte rendu de [Didier Fassin, *Des maux indicibles. Sociologie des lieux d'écoute*, Paris, La Découverte, 2004, 198 pages]. *Cahiers de recherche sociologique*, (41-42), 279–282. <https://doi.org/10.7202/1002470ar>

Compte rendu

Didier Fassin, *Des maux indicibles. Sociologie des lieux d'écoute*, Paris, La Découverte, 2004, 198 pages.

La «nouvelle question sociale», telle est ce qui semble hanter le paysage politique français depuis la dernière décennie du XX^e siècle. À tout le moins, ce qui compose le champ de bataille des politiques sociales locales. Traduisant un ensemble de «nouveaux» problèmes sociaux jonchant les «quartiers en difficultés» et touchant les «publics précarisés» — allant des «exclus», aux «usagers de drogues», aux «chômeurs chroniques», en passant par les «femmes victimes de violence» et tous les «sans» (sans papiers, sans domicile fixe, etc.) — cette «nouvelle question sociale», bien que fort hétérogène dans ses composantes, a été appréhendée par un même dénominateur commun: la souffrance. Nouvellement identifiée comme étant la conséquence des inégalités sociales croissantes, la souffrance psychique est cet affect qui procède du social même. Et qui a su mobiliser, tout au cours des années 1990, des solutions collectives concrètes sous la forme de «l'écoute». Pour répondre à la souffrance, que ce soit celle des jeunes marginalisés ou celle des demandeurs d'emploi, il faut «l'écouter». C'est alors par la mise en place des dispositifs d'écoute, plus officiellement nommés des «lieux d'écoute» dans les quartiers spécifiquement identifiés comme «fragilisés», que l'État français s'est engagé à la tâche pressante de «réparer», tant bien que mal, la «fracture sociale» contemporaine.

Ce sont à ces «dispositifs d'écoute», ces pratiques sociales fonctionnant sous l'égide de l'État, mais surtout de manière informelle que Didier Fassin s'intéresse. Le livre *Des maux indicibles*, qui s'appuie sur une enquête terrain effectuée auprès de cinq de ces «lieux d'écoute» institués dans une des banlieues les plus pauvres de Paris, Seine-Saint-Denis, illustre de manière très fine les dérives (mais aussi les innovations) découlant de ce virage sociopolitique — apparu dominant dans les années 1990 — effectué sous le «registre de la souffrance et de l'écoute».

La première partie de l'ouvrage se penche sur les processus qui ont pu contribuer à instituer la souffrance dans l'espace social et l'écoute dans l'action politique comme clés de compréhension et de résolution des problèmes sociaux. Ces processus, qui ne sont pas nouveaux, mais qui se

généralisent, pourrait-on dire, à l'ensemble du social à partir de 1990, sont ceux que l'auteur nomme i) la sentimentalisation: c'est-à-dire «une forme de sensibilité aux expériences du malheur» et ii) la psychologisation: «conception qui place le sujet et la subjectivité au cœur de l'interprétation». Pour mieux comprendre ces deux tendances qui teintent l'aménagement des politiques autour de la «nouvelle question sociale», il y a lieu de remonter aux années 1980, période considérée de «crise» tant au niveau de l'activité économique que de celle du tissu social.

C'est la «nouvelle pauvreté» qui domine la thématique de cette décennie (croissance exponentielle du chômage, chômage de longue durée) et ses conséquences sociales, notamment celles de la ségrégation et de la violence urbaines concentrées en grande partie dans les «quartiers défavorisés» (les banlieues, les cités). Mais ce qui semble avoir surtout changé, c'est le regard porté sur cette «nouvelle pauvreté» et ses solutions de rechange conséquentes. Regard empathique face à la «précarité», qui s'est traduit, au début des années 1990, par une nouvelle grille de lecture des problèmes sociaux: de la pauvreté on passe à l'exclusion. Terme désignant toutes les situations de marginalisation sociale possibles, allant de la perte d'un emploi à l'instabilité résidentielle. Pour parler des «exclus», on ne les désigne non plus comme «inadaptés» ou «déviant», mais comme «victimes»: le chômeur, par exemple, «n'est plus celui qui ne cherche plus de travail, mais celui qui ne peut pas en trouver». La société tenue responsable des figures multiples de l'exclusion, c'est par la «compassion» et «l'empathie» qu'elle se fait pardonner. Et c'est dans cet «ethos», terme utilisé par l'auteur, de la vie politique française que la souffrance a trouvé lieu de son concept et que l'écoute est devenue politique. S'instaure alors un contrat entre l'État et les «publics» victimes d'injustices sociales: le premier s'engage à être attentif aux «plaintes remontant du terrain» (des «exclus», mais aussi des intervenants affectés par la souffrance d'autrui) et les deuxièmes à «exprimer leur souffrance» dans des lieux d'écoute mis à leur disposition. L'enquête du livre s'est penchée plus particulièrement sur les dispositifs qui ne sont pas officiellement labellisés par les services de l'État, mais qui se sont constitués (ou renouvelés) comme des lieux d'écoute s'adressant aux mêmes «populations précaires» selon le registre de la souffrance et de l'écoute. Ce choix empirique n'est pas naïf: ces lieux hors de l'enceinte de l'État démontrent qu'on assiste effectivement à une certaine forme de «gouvernementalité» — reprenant le concept de Michel Foucault — de l'écoute et que c'est par la «banalisation» et la «généralisation» de ces

pratiques sociales que l'efficacité des «politiques de la compassion» domine.

Si la prise en charge des problèmes sociaux chez des «populations marginalisées» a une longue tradition en France, l'événement de son retour tient à la place centrale qu'occupent les acteurs de la «santé mentale» dans la reconduction de ces politiques: dans les lieux d'écoute, aux «traditionnels» travailleurs sociaux s'ajoutent désormais les psychiatres (hors du secteur psychiatrique), mais surtout, les psychologues. Effectivement, ces derniers semblent être les mieux placés pour interpréter les problèmes sociaux «par le prisme de l'intériorité et de la subjectivité» et pour les traduire selon le langage de la psyché. Mais deux conditions semblent être de mise dans l'instauration des lieux d'écoute: il ne s'agit pas de donner une réponse psychologique à des problèmes dont la cause est sociale, s'inscrivant difficilement dans les critères classiques de la nosographie psychiatrique, ni d'y remédier par l'action sociale, puisque les conséquences à irradier sont la souffrance psychique. Il s'agit de mettre en place des dispositifs «démédicalisés», «banalisés» avec des «structures flexibles» et «légères» dont le *leitmotiv*, construit autour du point de jonction de la souffrance, est «l'observation sans intervention» et «l'écoute sans action». Il faut laisser libre court à une écoute «pure» où la seule compétence requise est la capacité d'avoir une attitude sensible à autrui souffrant.

S'ensuit alors une ambiguïté — et la deuxième partie du livre, qui fait part des témoignages et des observations recueillies auprès de cinq de ces dispositifs d'écoute, la démontre très bien — non seulement au niveau de la définition des objectifs de ces lieux (une sorte de croisement entre des objectifs de santé mentale, de santé publique et d'ordre public), mais aussi de celle des professionnels y œuvrant. Conçus en effet comme des dispositifs d'observation psychologique dont les usages (boutique de santé où l'on offre des douches par exemple ou encore point d'accueil des jeunes où l'activité principale est le petit déjeuner) et les usagers sont multiples, les intervenants y œuvrant sont contraints de se déprofessionnaliser pour s'adonner à l'écoute libre de la souffrance: les travailleurs sociaux et les éducateurs spécialisés compromettent leur fonction d'animation pour improviser une «écoute psychologique», les psychiatres renoncent à leur grille diagnostique pour se frotter un peu plus au terrain du «social» et les psychologues désinstitutionnalisent leur écoute en fermant la porte aux consultations cliniques. Du coup, on assiste à des scènes plutôt farfelues: des jeunes, par exemple, qui se bagarrent librement devant le mutisme du regard des psychologues, sous prétexte que le conflit symbolise une

souffrance. À des psychanalystes refusant de tenir compte du réel des demandeurs d'emplois, puisque leur matériel est l'inconscient. Ou encore à des juristes prêtant généreusement une oreille aux confidences hebdomadaires de femmes souffrantes.

Au-delà des pratiques sociales locales, les processus de sentimentalisation et de psychologisation à l'œuvre, non seulement en France, mais aussi dans l'ensemble, pourrait-on dire, des sociétés libérales contemporaines, rendent compte des transformations en cours dans la manière d'administrer la «question sociale». S'il peut sembler facile de critiquer les actions des intervenants conduites au quotidien, l'auteur tient à souligner qu'ils font du mieux qu'ils peuvent — et en sortent parfois des pratiques innovantes — pour répondre aux injonctions du nouveau régime empathique du social. Toutefois, si ces lieux d'écoute rendent bien souvent plus supportables (et heureusement) les multiples expériences procédant des inégalités sociales, dans quelle mesure le traitement compassionnel de cette «question sociale» peut-il modifier ces expériences «tant individuelles que collectives»? S'il n'y a pas strictement lieu d'opposer une lecture antagoniste des inégalités sociales à celle de la «souffrance», il y a moyen de reconnaître que la consécration du discours tous azimuts de cette dernière tend à nous désensibiliser peu à peu — peut-être par l'effet consensuel qu'il provoque: qui oserait nier qu'«on souffre tous»?! — à celui de justice sociale. Mais nous serions d'accord avec l'auteur pour dire que: «L'histoire invite à renoncer à toute affirmation définitive et à toute lecture téléologique.»

Dahlia NAMIAN
Université du Québec à Montréal